



Rapport

présente

D. DUBIEN

69^e Congrès - Gardanne

Chers Camarades,

Tout ce que vous venez d'entendre, et tout n'a pas été dit, peut surprendre à première vue. En effet, alors que l'an dernier certains étudiants faisaient la une des journaux, des télévisions, cette année, plus rien. De tout ce que vous avez fait tout au long de l'année personne n'en a entendu parler. Pourquoi ce silence ?

Les étudiants n'existent-ils plus ? Est-ce le vide qui les définit aujourd'hui ? Ne font-ils plus rien ?

Allons, il a suffi d'assister à la présentation des associations présentes au Congrès pour être persuadés du contraire

Tout au long de l'année et plus particulièrement dans les derniers mois de la préparation du Congrès, des milliers, des dizaines de milliers d'étudiants ont agi, débattu, proposé, lutté.

Alors, ils ont fait tout cela et nous n'en avons rien su ? Eh bien il n'est pas trop tard. Nous sommes rassemblés durant ces quatre jours pendant lesquels nous allons débattre, proposer, agir.

C'est cela que les étudiants attendent de notre Congrès. A travers nous, ce sont des dizaines de milliers d'étudiants qui s'expriment.

A nous de faire de ce Congrès un tremplin pour, comme le dit le slogan, construire une nouvelle Université.

Et d'abord, remettons les pendules à l'heure. Non ce n'est pas le vide qui caractérise les étudiants. Il y a même bien longtemps que nous n'avions pas connu autant de perspectives, de sujets d'intérêts.

Dans tous les domaines de leur vie des idées s'affirment, des aspirations nouvelles se font jour et se renforcent. Des centaines de milliers d'entre-eux se retrouvent au travers des grandes questions posées aujourd'hui dont les réponses commencent à venir. Nous venons d'en avoir la démonstration.

L'attachement aux études, la volonté d'être bien formés à un métier, d'obtenir une bonne qualification n'a sans doute jamais fait l'objet d'autant de débats, de réflexions, d'actions que cette année.

Nous en avons tous fait l'expérience : les formations inintéressantes, sans lien avec la vie, ne préparant pas à un métier, ces formations ont fait leur temps. De plus en plus nombreux sont les étudiants qui réfléchissent à autre chose, qui font des propositions, qui attendent d'autres solutions.

Sur la forme, il est vrai que c'est moins impressionnant qu'une barricade du quartier Latin ou que quelques profs du passé manifestant en peau d'hermine. Mais sur le fond, quel est le plus important ?

Quelques "fils à papa" agités d'un côté ou des centaines de milliers d'étudiants qui veulent construire autre chose, étudier autrement.

Nous sommes loin de ce temps où une formidable campagne était menée pour essayer de créer les conditions d'un refus des études, des connaissances ; du temps où ce qui était à la mode c'était le renoncement.

A cette époque, ceux qui prenaient le plus la parole dans les amphithéâtres étaient ceux qui expliquaient que l'Université servait à tuer le temps, que les études ne servaient à rien.

C'était "in" comme on dit !

Si ceux-là voulaient bien aujourd'hui revenir pour expliquer la même chose ; eh bien comme on dit toujours, je leur souhaite bien du courage.

Et pourtant cela se passait il n'y a que quelques années.

Jamais autant d'étudiants n'ont demandé des stages, des visites d'entreprises, un enseignement vivant, ouvert, adapté à notre temps. Nous nous en félicitons car nous en avons été à l'initiative.

Dans plusieurs UER, les étudiants ont créé des associations pour trouver des stages ; dans d'autres ils ont organisé des conférences avec des représentants du monde du travail.

Oui, c'est bien cela le plus important car ce n'est ni plus ni moins l'émergence d'une volonté toujours plus forte : celle de réussir ses études, d'étudier dans une Université moderne, dans l'Université de la qualification.

Croyez moi, cela vaut bien quelques lignes, quelques instants dans les radios et les télés.

D'autant que ces étudiants ne s'en tiennent pas là. A partir de ces aspirations se fait jour la volonté d'obtenir un métier intéressant. Ni gratte-papier ni sous-qualifié, l'étudiant de 1984 veut autre chose. Un métier dans lequel il utilise ses compétences, sa réflexion, au travers duquel il maîtrise son travail.

Excusez-moi du peu, mais c'est quand même pour cela que nous faisons des études supérieures.

Profondément attachés à leurs études, à leur avenir, ils sont de plus en plus nombreux à se sentir partie prenante de la vie du pays.

Alors qu'il y a un gouffre entre l'Université et la vie économique, sociale, des régions et du pays, de plus en plus d'étudiants souhaitent jouer un rôle dans la société. Tout de suite, au cours de leurs études, sous de multiples formes mais également comme futurs cadres, ingénieurs, techniciens, enseignants, médecins ou chercheurs.

Les années d'études supérieures ne sont plus une parenthèse dans la vie en attendant d'aborder les vrais problèmes c'est-à-dire ceux de la vie active.

C'est pour cette raison qu'ils ne sont pas insensibles devant les grandes questions économiques ou sociales du moment. C'est pour cela qu'en grand nombre ils ont manifesté avec nos camarades de Nancy et de Metz pour défendre la Lorraine.

Ils ne veulent plus d'une région en ruine, d'un avenir bouché.

C'est pour cela que d'une façon plus générale ils posent la question de la qualification qu'ils obtiennent à l'Université, non seulement pour eux, pour leur propre avenir, mais également pour celui de leur région, de leur pays tout entier.

L'avenir ne leur fait pas peur. Au contraire. Notre société est engagée dans une formidable révolution technologique, scientifique et culturelle, des disciplines, telles l'informatique, la robotique, la biotechnologie se développent. Cela représente un formidable défi que les étudiants sont prêts à relever.

Ils sont prêts à participer pleinement à ces progrès, à y prendre leur place. Ils se passionnent de plus en plus nombreux pour ces disciplines. Ils sont du côté de ceux qui sont pour le développement des connaissances, du savoir ; du côté de ceux qui veulent les mettre au service de l'homme.

Combien de fois avons-nous entendu cette remarque : "si on continue comme ça à l'Université, on va rater une révolution".

Mais leur comportement ne se limite pas à ces questions. En faisant cela ils posent également d'autres questions qui appellent d'autres réponses.

De telles perspectives renforcent la volonté de décider de sa vie, de son avenir, de ne pas être enfermés dans de vieux schémas.

Ce n'est pas non plus une bonne formule lorsqu'ils nous disent qu'il faut établir d'autres rapports humains ; plus riches, plus intéressants qui ne se limitent pas à des rapports mercantiles. La participation des étudiants aux marches contre le racisme en est d'ailleurs une bonne illustration.

Vivre pleinement sa vie de jeune, découvrir, accéder à la culture, voyager : ces aspirations, si nous ne les découvrons pas aujourd'hui, sont posées avec beaucoup plus de force.

Enfin, il est aussi temps de remettre quelques pendules à l'heure à propos du monde dans lequel nous vivons. C'est un lieu commun, les étudiants n'auraient plus d'idéal ; ils n'ont plus de grandes causes selon la formule consacrée.

Plus d'idéal ? Mais alors la lutte pour la paix c'est quoi au juste ? Un défoulement marginal ou une volonté massive de vivre et d'étudier dans un monde de paix, un refus de la haine, de la violence, de la destruction ? Comment ne pas le comprendre lorsqu'on voit le nombre d'étudiants qui se rassemblent pour cela.

Cela n'est pas suffisant ? Eh bien nous avons rendez-vous le 28 Octobre et nous ferons les comptes.

Plus de grandes causes chez les étudiants ?

S'il y a une question pour laquelle ils sont des centaines de milliers à agir et à se sentir concernés, n'est-ce pas celle de la lutte contre la faim et le sous-développement. Des centaines d'étudiants partent chaque année dans des pays pour apporter leur aide, comme vient de le faire un camarade de l'AGE de Paris 12 qui revient du Mozambique.

Ce n'est pas suffisant ? Eh bien nous allons prendre dans les mois qui viennent les initiatives qu'il convient.

Vous le voyez, ce silence sur les étudiants ne cache pas la désolation. Dans tous les domaines ils sont de plus en plus nombreux à vouloir autre chose, dans leurs études, leur vie.

Au travers de chaque aspiration, derrière chaque question se profile en fait une volonté nouvelle qui s'affirme chaque jour davantage.

Il faut que tout le monde ouvre les yeux. Les étudiants ne sont plus ce qu'ils étaient. Tout se perd me direz-vous. Eh bien non ! Cette fois tout se gagne.

Nous avons la chance d'appartenir à une nouvelle génération d'étudiants : des étudiants exigeants pour eux, pour leur Université, pour leur pays ; des étudiants qui sont prêts à saisir l'avenir à bras le corps, des étudiants qui cherchent des réponses appropriées, qui construisent du nouveau.

Cette génération n'est pas une génération qui se raconte des histoires, qui rêve d'un avenir impossible. Tout le montre, notre pays, s'il veut faire face à cette révolution scientifique et technique, à cette mutation a besoin de plus en plus de cadres de haut niveau, bien formés, dans tous les domaines. Pour ne prendre qu'un exemple, la Thomson emploie pour ses usines de composants des ouvriers spécialisés au niveau bac.

L'Université a, dans ce domaine, un rôle moteur à jouer. C'est à elle, en grande partie, que revient la responsabilité de cette formation.

Notre pays a besoin de plus d'informaticiens, de programmeurs, de techniciens supérieurs, de médecins, d'économistes, d'enseignants, de chimistes, de biologistes, de chercheurs.

De nouveaux besoins apparaissent dans la population et c'est normal. On doit pouvoir mieux vivre au XXI^è siècle qu'on ne le faisait au XX^è. Ces besoins, il faut y répondre.

D'autant que l'apparition de technologies nouvelles ne concerne pas uniquement les secteurs industriels de pointe qui à eux seuls réclament des moyens humains importants. Des secteurs entiers de notre industrie, de notre économie sont appelés à connaître un nouveau développement grâce à cet apport. L'apparition de données scientifiques et technologiques plus modernes, plus performantes donne plus de possibilités pour mettre en oeuvre des méthodes de travail plus efficaces, moins pénibles. D'ailleurs, nous sommes dans une région qui l'illustre bien. A la mine de Gardanne ou à Ugine Acier à Fos, nous avons dans deux secteurs différents deux des technologies les plus modernes d'Europe dans leur domaine respectif.

Non les étudiants ne rêvent pas. Ils ont raison d'avoir confiance dans l'avenir. Ce qu'ils veulent correspond bien à ce qui est nécessaire pour le développement du pays. Ils ont raison de refuser la médiocrité, de vouloir viser haut.

--

L'Université à la croisée des chemins.

Mais le moins que l'on puisse dire c'est qu'il y a un écart entre ces aspirations, ces besoins et la réalité de l'Université actuelle.

Pendant des années l'enseignement supérieur est allé à reculons contre les aspirations des étudiants, contre les besoins du pays.

D'une façon générale, l'Université est aujourd'hui mal vécue par les étudiants.

D'abord et surtout, n'y entre pas qui veut. 94 % des enfants d'ouvriers en sont écartés. C'est d'abord là que le bas blesse. Pour la majorité des français l'accès à l'Université est hors de portée. Tant qu'il en sera ainsi comment voulez-vous que l'Université joue tout son rôle dans le développement du pays.

Mme Saunier-Seïté, alors qu'elle était secrétaire d'Etat aux Universités expliquait cette sélection sociale par la génétique. Cela fait presque sourire aujourd'hui. En bien, méfiez-vous. La semaine dernière, dans une publication d'un certain parti politique, il était question des risques importants de débilité chez les enfants des familles modestes. Gageons que celui qui a écrit cela ne fait pas partie des familles modestes ! Mais à le lire, il semblerait que la débilité ne soit pas l'apanage de ceux qu'il insulte ainsi.

L'Université doit être le bien de tous. Il faut plus que jamais l'ouvrir aux enfants de travailleurs.

Mais entrer à l'Université ne suffit pas. Il faut encore pouvoir y rester ; y obtenir un diplôme ; une réelle qualification. De ce point de vue, aujourd'hui c'est la boucherie, un étudiant sur trois quitte l'Université sans diplôme, un sur cinq obtient le DEUG en deux ans. Une récente enquête d'ailleurs a permis une nouvelle fois de le vérifier.

Au-delà des chiffres cela signifie d'abord des situations insupportables pour beaucoup. Des dizaines de milliers de jeunes, chaque année, commencent l'apprentissage de leur avenir par l'échec. Comment voulez-vous que cela soit bien vécu ?

Ce qui est normal aujourd'hui c'est l'échec. Il faut rapidement mettre un terme à cette réalité et construire l'Université de la réussite.

Quant à la qualification, en règle générale, l'enseignement reçu est tellement coupé de la vie qu'il ne permet pas de dispenser une réelle formation à un métier. Trop souvent inadapté, sans lien avec la réalité, parfois inintéressant il ne répond pas à l'attente de tous ceux qui entrent à l'Université avec le désir d'y acquérir une solide formation assurant leur avenir.

Il est urgent de transformer cette situation et de construire l'Université de la qualification.

Pendant des années les gouvernements précédents ont tenté de faire taire les étudiants. Ils ont essayé de les écarter de toute décision concernant la vie à la fac, leurs études, leur avenir. Cela n'a pas été sans conséquence. Combien sont-ils aujourd'hui à penser qu'ils peuvent participer aux décisions ; intervenir quotidiennement d'une façon normale pour être partie prenante des choix qui sont faits régulièrement ?

Trop peu, sans aucun doute. Même si d'ailleurs, j'y reviendrai plus loin, ils ont tort.

Alors l'Université ce n'est pas que cela. Il suffirait de dresser un tableau noir et nous aurions ainsi fait le tour.

Non, l'Université est loin, très loin même de n'être qu'une succession de malheurs. Nous n'avons pas l'Université qu'il faut pour notre pays ; qui répond aux aspirations des étudiants.

Mais il existe dans cette Université un potentiel que nous aurions tort de sous-estimer ; l'existence d'enseignements universitaires où se retrouvent plus d'un million d'étudiants, implantés dans toutes les régions ; l'existence d'un potentiel de recherche important ; tout cela représente un atout considérable.

Ce n'est pas rêver que de proposer une nouvelle Université, c'est possible. C'est l'intérêt du pays, les bases existent pour le faire.

Depuis maintenant quelques années ce sont les réformes qui font la une de l'enseignement supérieur.

Enjeu d'un spectaculaire affrontement durant des mois, la nouvelle loi d'orientation est aujourd'hui dans sa phase d'application.

Oui des choses se sont transformées depuis 81. Dans plusieurs domaines des avancées significatives ont eu lieu. Le changement de cap opéré depuis cette date a constitué un véritable ballon d'oxygène pour l'Université, même si nous sommes encore loin du compte.

Mais dire cela ne suffit pas. Nous n'allons pas durant ce Congrès nous contenter de parler de réformes en termes généraux. La situation aujourd'hui n'a rien à voir avec ce qu'elle était lors de notre Congrès d'Orsay.

Pourquoi ? Tout simplement parce que durant 5 mois ce ne seront plus seulement des débats qui vont se dérouler. Il y a aujourd'hui 80 maquettes de 1er cycle retenues par le Ministère touchant 1/3 des étudiants qui s'inscrivent en 1ère année. 80 maquettes qui vont être appliquées en septembre.

De nouveaux enseignements, de nouvelles formations, une nouvelle qualification, voilà ce qui va être mis en place. Cela fait des années que nous agissons pour cela. Que l'on ne compte pas sur nous pour jouer les chipoteurs. Même si le nombre de maquettes est insuffisant et il faut l'augmenter,

nous allons dans les semaines et les mois qui viennent mettre toutes nos forces pour que ces maquettes réussissent.

Elles constituent les premiers morceaux de cette nouvelle Université que nous voulons construire. Nous nous en sentons responsables et nous empêcherons quiconque de réduire leur portée, d'essayer de les faire capoter.

De la réussite ou de l'échec de ces nouveaux premiers cycles dépend en fait l'avenir de l'enseignement supérieur.

Chacun le comprend. Une formation différente, une bataille réelle contre l'échec et l'abandon, une qualification de haut niveau, un enseignement intéressant, cela aura des conséquences bien au-delà des premiers cycles en question.

La réussite des premiers cycles, c'est la réussite de tout l'enseignement supérieur. Leur échec, c'est l'échec du renouveau de l'Université. C'est la garantie pour des milliers d'étudiants de se retrouver sans diplôme, sans qualification, sans métier. C'est la garantie que le gâchis continue. Ces nouvelles maquettes, les étudiants en ont besoin, ils y ont droit. Le moins que l'on puisse dire c'est que nous jouons gros cette année. Mais rien n'est définitivement gagné, car nous ne sommes pas les seuls à agir, à proposer, à décider.

Je disais que nous empêcherons quiconque de se mettre en travers d'une bonne mise en place des premiers cycles. De qui s'agit-il exactement ?

Tout d'abord de ceux qui ont organisé pendant des années le déclin de l'Université. J'ai parlé de Mme Saunier-Seïtè, mais elle n'est pas la seule. L'an dernier, au moment même où nous tenions notre 68^e Congrès, tous ceux qui refusaient la transformation de l'Université ont mis toutes leurs forces pour empêcher l'adoption de cette loi. Ils n'ont reculé devant rien. Pour une large part, c'est grâce à l'action que nous avons menée, aux débats que nous avons organisés avec les députés que la loi a finalement été votée.

Mais ces forces n'ont pas disparu pour autant. Elles ont tenté par d'autres moyens d'imposer le statu quo. Aujourd'hui, elles sont prêtes à tout pour que les nouveaux premiers cycles ne voient pas le jour.

Des propositions pour l'Université, ces gens-là n'en manquent pas. Ils les ont faites l'an dernier lors des débats au Parlement. Si elles étaient retenues cela ferait faire à l'Université un pas en arrière considérable. Une Université docile pour le patronat, dirigée par lui, des facs concurrentielles, une sélection sociale accrue au nom de la qualité de l'enseignement, des étudiants et des enseignants baillonnés, voilà ce qu'ils voudraient.

Que tous ces hommes du passé se rassurent : ils peuvent compter sur notre détermination pour les mettre en échec comme nous l'avons fait avec éclat en mai-juin derniers.

Mais ils ne sont pas les seuls à qui nous ayons des choses à dire. Je citais tout à l'heure quelques chiffres : 80 maquettes sur 500 ont été retenues par le Ministère. Cela ne fait pas le compte. Bien entendu, tout ne se fait pas en un an mais on peut faire beaucoup plus. Il n'est pas acceptable que certains projets, présentant des avancées réelles aient été repoussés à l'an prochain. Dans le secteur Lettres-Sciences Humaines tout particulièrement il n'existe pratiquement plus de projets. Or c'est l'Université dans son ensemble qu'il faut transformer. Ce sont tous les étudiants qui doivent pouvoir bénéficier d'une réelle formation à un métier.

Le Bureau National sortant propose d'ailleurs que le Congrès décide de tenir dès le 2 mai de multiples initiatives dans les UER qui se sont vues refuser leur projet afin que le Ministère revienne sur sa décision. S'il faut du monde dans la rue pour gagner de nouvelles maquettes : eh bien il y en aura !

Cela pose d'ailleurs une question plus générale : de quels moyens les Universités, les étudiants, les enseignants, les personnels vont-ils disposer pour réaliser dans de bonnes conditions ces premiers cycles.

De bonnes conditions, c'est-à-dire des conditions assurant une pleine réussite des nouvelles formations.

Les premiers échos qui nous parviennent sont alarmants. A Brest, par exemple, l'Université a estimé à 40 le nombre de créations de postes nécessaires. Le Ministère en propose deux. On voudrait faire capoter le projet et décourager ceux qui veulent que ça change qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Eh bien non, le projet ne sera pas mis sous la table. Le gouvernement doit le comprendre, on ne déclare pas pendant des mois que la rénovation de l'enseignement supérieur est un impératif essentiel pour sortir le pays de la crise et assurer son développement pour, en fin de compte, rogner sur tout, rendre impossible la réalisation d'un tel objectif.

Ce n'est pas l'aumône que nous demandons.

Il y a eu le 25 avril des manifestations d'une ampleur considérable pour la défense et le développement de l'enseignement public dont l'Université fait partie.

Beaucoup d'étudiants y ont participé à notre appel pour demander notamment les moyens nécessaires à ce développement. Il serait temps de les entendre et de répondre à leur attente.

La réforme des oeuvres universitaires est également à l'ordre du jour. De quoi s'agit-il ?

Nous allons dans les prochains mois décider de ce que deviendront les oeuvres universitaires. Il était temps. Pendant des années, Mme Saunier-Seïté en avait fait sa bête noire. Plus une seule construction de résidence ou de restaurant universitaire, des services comme le F.S.U. avaient pratiquement disparu. L'aide sociale en général a souffert peut être plus que tous les autres domaines. Le nombre de boursiers ne cessait de baisser alors que le nombre d'étudiants augmentait.

Cette politique-là n'avait qu'un seul but : empêcher par tous les moyens à des dizaines de milliers d'étudiants de poursuivre des études supérieures. L'Université ne devait former qu'une petite élite, le reste servant de réservoir à chômage.

L'objectif était bien choisi. Les oeuvres universitaires, l'aide sociale en général constituent bien la condition d'une démocratisation réelle de l'enseignement supérieur.

Pour un grand nombre d'étudiants elles représentent effectivement le seul moyen pour poursuivre des études. C'est bien la raison pour laquelle cette question revêt à nos yeux une importance capitale. Il ne peut y avoir de renouveau de l'Université sans un renouveau des oeuvres universitaires. Ce serait illusoire. Lutter contre l'échec et l'abandon, redonner une réelle efficacité sociale à l'Université est inconcevable sans cela.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Des mesures importantes ont été prises dès 1981 concernant les bourses et différents services des CROUS. Pour la première fois depuis des années le gouvernement se fixait comme priorité la lutte contre la sélection sociale.

D'autres mesures partielles ont également été prises concernant les cités-universitaires et les restaurants-universitaires afin de réorienter l'effort dans le sens de l'aide la plus sociale.

Là-encore, nous pouvons nous en féliciter car durant des années nous avons lutté pour nous opposer à la casse des oeuvres universitaires. Comme nous pouvons nous féliciter des 40 millions que nous avons; grâce à notre lutte, gagnés pour les boursiers.

Mais cela ne suffit pas. Le problème est beaucoup plus profond. Un tel retard a été pris qu'il convient maintenant de repenser les oeuvres universitaires dans leur totalité.

Or, certaines mesures prises par le gouvernement, certaines directives mises en oeuvre par les CROUS et le CNO ne répondent pas à cette exigence.

Les hausses importantes du ticket de restau-U créent pour beaucoup d'étudiants des difficultés supplémentaires. Il n'est pas normal que le gouvernement reste sourd aux propositions que nous faisons d'aider plus particulièrement ceux pour qui les restaurants universitaires constituent une aide dont ils ne peuvent pas se passer.

La commission qui se tiendra sur cette question lundi aura à réfléchir d'une façon détaillée sur les propositions que nous voulons voir retenues dans ce domaine.

Je voudrais néanmoins préciser deux choses lorsque nous faisons des propositions ; on nous rétorque souvent que pour des questions de gestion, de rentabilité, ces propositions ne peuvent être retenues. Nous ne nions pas les contraintes mais la vraie question est ailleurs.

En fait, on ne gère pas les oeuvres universitaires comme une entreprise. Permettre à des milliers d'étudiants de poursuivre des études supérieures, mieux former plus d'étudiants représente un investissement incontournable pour le pays. Il serait temps d'en tirer les conclusions. D'autant que nous ne sommes pas a priori contre l'innovation, contre l'implantation de nouvelles formes d'aide. Mais lorsque, comme à Lille par exemple, on ferme une chaîne de restau-U pour ouvrir un fast-food, cela se traduit par une détérioration de l'aide apportée aux étudiants. Cela n'a même pas l'avantage de l'originalité.

D'autre part la réforme des oeuvres ne peut se concevoir sans accorder une place beaucoup plus grande aux étudiants dans les choix, dans les décisions, dans le fonctionnement quotidien des oeuvres universitaires. Il faut rapprocher les oeuvres des étudiants, permettre à ces derniers de disposer des moyens nécessaires à leur gestion ainsi qu'à leur développement. Trop de services sont inadaptés, inexistantes alors qu'ils pourraient jouer un rôle important dans la transformation de l'Université. Je pense notamment au service liaison étudiants-entreprises.

Nous avons la chance d'être étudiants au moment où l'Université peut vraiment changer de visage. Non dans deux, cinq ou dix ans, mais tout de suite, dès le mois de septembre 1984. Cette chance nous ne voulons pas la laisser passer. L'Université de l'échec, de l'abandon, de la sélection sociale, l'Université inadaptée, qui ne forme pas à un métier, l'Université fermée sur elle-même, cette Université là à vécu. Dans 5 mois, nous pourrons commencer à faire vivre l'Université de la réussite, de la qualification, une Université adaptée aux besoins de développement du pays, une Université moderne. C'est cela une Université nouvelle.

Sans nul doute cela va bouleverser des habitudes, bousculer beaucoup de monde. Mais cela en vaut la peine.

Rassurez-vous, nous ne rêvons pas.

Il est possible de construire une Université où la règle est la réussite ; la progression normale dans ses études, où l'accueil des étudiants permet vraiment de s'adapter aux études supérieures.

Il est possible de construire une Université ouverte à tous, que l'on soit enfant d'ouvrier, ou de cadre supérieur.

Il est possible de construire une Université vraiment en lien avec la vie de la région, où les étudiants sont intégrés à la population.

Il est possible de construire une Université où les étudiants qui finissent leurs études obtiennent leur diplôme et sont capables d'utiliser leurs connaissances, leurs compétences dans le métier qu'ils ont choisi et pour lequel ils ont été formés.

Il est possible de construire une Université dans laquelle les étudiants décident, interviennent quotidiennement sur les affaires qui les concernent.

Il est possible de construire une Université dans laquelle les étudiants vivent pleinement leur vie de jeune, exercent les activités pour lesquelles ils se passionnent.

Oui, tout cela est possible. D'ailleurs en 1984 est-il plus difficile de réaliser cela ou de construire des stations orbitales, de réussir le programme Ariane. ?

Nous, nous ne demandons pas la lune, c'est quand même plus simple.

Depuis des années nous agissons pour réussir la rénovation de l'Université. Aujourd'hui, alors que nous touchons au but, nous sommes déterminés à ne rien laisser au hasard.

Ne rien laisser au hasard, cela signifie d'abord améliorer les différents projets retenus, en gagner d'autres. En effet, trop de projets sont encore incomplets, ne vont pas suffisamment loin notamment au sujet du contenu de la formation professionnelle. Des navettes sont organisées actuellement entre le Ministère et les Présidents d'Université. Débattions-en dans les amphis, améliorons les projets.

Ne rien laisser au hasard cela signifie, je l'ai dit, obtenir les moyens de leur mise en place. Avec l'ensemble des personnes concernées obtenons, UER par UER, les crédits, les enseignants, les locaux, le matériel nécessaires à une grande réussite de ces nouvelles formations.

D'ailleurs cela ne concerne pas que les Iers cycles, c'est-à-dire les futurs étudiants. Nous qui sommes déjà à l'Université nous sommes pleinement partie prenante de ces transformations pour nos études, notre avenir.

Lorsqu'on a de bonnes idées il est normal que tout le monde en profite. En 2^e année, en 2^e ou 3^e cycle, il faut aussi une autre formation, une réelle qualification. L'Université nouvelle, il faut la construire pour tous.

Alors profitons de tout le débat qui existe aujourd'hui pour, sans attendre, construire, rénover.

Beaucoup d'étudiants se demandent comment tout cela va se mettre en place. Construire c'est faire du neuf et les modèles n'existent pas. Est-ce que cela ne va pas aller trop vite pour que nous puissions nous donner toutes les garanties pour réussir ? Beaucoup de choses vont se jouer dans les premiers jours de l'année universitaire. Alors, comment faire.

La première garantie que nous pouvons nous donner réside dans la participation active des étudiants à cette mise en place. Partout où ils seront absents nous pourrions avoir des craintes. C'est la raison pour laquelle la prochaine rentrée doit se passer autrement. Le Bureau National propose que le Congrès décide d'agir à tous les niveaux pour que toutes les Universités, toutes les UER organisent pendant une semaine à la rentrée des débats, des conférences, des visites avec les enseignants, les CIO, les représentants du monde du travail, les élus étudiants. Cette semaine aurait pour objectif non seulement de bien accueillir les nouveaux étudiants mais également d'aborder toutes les questions de qualification, de métier, de débouchés.

Pourquoi ne pas en profiter également pour débattre de la réforme des oeuvres universitaires ?

Cela donnerait, assurément, à tous les étudiants d'autres perspectives pour l'ensemble de leurs études, d'autres motivations.

Nous pourrions le faire, non seulement pour les nouveaux étudiants mais également pour tous les autres quelle que soit l'année d'études.

Cette proposition peut, à bien des égards, constituer le point de départ d'un réel changement, nous donner l'assurance d'une année universitaire riche en événements.

Concernés par la mise en place d'une nouvelle Université, responsables de sa réussite, exigeants quant à son contenu, nous voulons prendre une place déterminante dans les choix qui vont être faits tant au niveau national que dans chaque Université, chaque UER.

Les étudiants ont un grand rôle à jouer. Il appartient au syndicat de créer les conditions pour y parvenir. Rien n'est facile mais lorsque nous pouvons construire l'Université pour laquelle nous agissons depuis des années, la tâche ne nous fait pas peur. Nous sommes résolus à aller jusqu'au bout.

Nous avons fait déjà beaucoup ; la présentation de l'activité de nos associations en a apporté la preuve. Mais pour dire les choses franchement, cela ne suffit pas. Notre Congrès doit nous permettre de franchir une étape.

Regardons les choses en face.

Les étudiants sont exigeants quant à leur formation, leur vie, leur avenir. Les aspirations profondes qui les rassemblent, répondent pleinement aux besoins du pays. Les réformes mises à l'ordre du jour constituent une occasion unique pour adapter l'Université à la fois à ce que veulent les étudiants et à ce qu'il faut pour le pays.

Jamais autant de conditions n'ont été réunies pour avancer. Nous avons tous les atouts en main pour réussir ! Mais il y a un tel décalage entre les aspirations et la réalité des études que certains en viennent à douter de l'utilité de leur intervention. Si l'Université est mal vécue par un grand nombre, cela tient d'abord au fait qu'elle apparaît comme une administration dans laquelle les étudiants n'ont pas leur mot à dire. Cette impression est d'ailleurs renforcée par les difficultés qui transforment le cursus universitaire en une véritable course d'obstacles.

Il n'y a rien de plus faux que cette vision des choses. Et cela pour plusieurs raisons.

D'abord parce que l'Université est faite pour les étudiants. Ils sont sa raison d'être. Elle existe parce qu'elle a comme mission de former les cadres dont le pays a besoin. 1 000 000 de futurs ingénieurs, techniciens, médecins, enseignants, chercheurs : c'est cela son rôle.

Ensuite parce que nous y jouons notre avenir. Nous avons trop d'exigences, d'ambitions pour le confier à d'autres.

Nous sommes bien les mieux placés, les plus aptes à voir ce qu'il nous faut et à le réaliser.

Même s'il faudrait des droits nouveaux pour les étudiants, nous avons déjà des moyens importants pour faire entendre notre voix, pour participer effectivement aux choix réalisés et cela de façon naturelle, quotidienne, sur les petites comme sur les grandes questions. Ces moyens ne sont pas toujours bien utilisés. La participation aux élections universitaires en est la traduction. Pourtant dans combien de services publics existe-t-il autant de conseils élus où toutes les parties peuvent intervenir et décider. Trop d'étudiants minimisent ces conseils alors qu'ils peuvent être de véritables instances de décision, où les étudiants prennent vraiment la parole.

Nos exigences communes nous donnent une force considérable. Lorsque nous sommes des centaines de milliers à avoir la même revendication, elle devient de fait incontournable ! Qui peut nous empêcher de gagner si nous décidons ensemble d'agir pour obtenir ce que nous demandons ?

D'ailleurs, pour les étudiants, décider à l'Université, cela est non seulement juste, nécessaire, mais c'est surtout possible. Toute notre expérience le montre.

Que s'est-il passé l'an dernier autour du débat sur la nouvelle loi d'orientation ? Des dizaines de milliers d'étudiants, grâce à notre intervention se sont rassemblés pour que leur formation change.

Ensemble, ils ont décidé de ne pas laisser passer leur chance et ils ont gagné. Pourtant il y avait pour le moins beaucoup de forces contre eux. En fait, sur la base de l'exigence d'une autre formation ils ont utilisé la force que leur donne leur nombre, leur poids.

C'est bien leur intervention, avant toute chose, qui a permis le vote de la loi à l'Assemblée Nationale.

N'est-ce pas la meilleure démonstration que, lorsqu'ils le décident, les étudiants peuvent jouer un rôle déterminant dans la vie, le fonctionnement de l'enseignement supérieur, dans l'orientation même de la politique universitaire. Même lorsque le débat porte sur une question aussi décisive que celle de l'avenir de l'Université.

Partout nous avons fait la démonstration qu'il était possible de décider. Rien ne peut nous empêcher de le faire sur toutes les autres questions, que ce soient les maquettes de leur cycle, les stages, les foyers de l'étudiant, les examens.

C'est de cela que dépend l'existence de cette Université nouvelle que nous voulons construire. Comment gagner la semaine de conférences, de débats à la rentrée si les étudiants eux-mêmes ne les préparent pas ; si l'administration seule s'en charge ?

Décider, c'est avoir conscience de nos droits, de la force que nous représentons. C'est reconquérir notre statut à l'Université, le faire reconnaître.

Décider, c'est décider toute l'année, agir ensemble sur la base de ce qui nous unit, adopter sur chaque question une démarche collective qui nous permet de faire pencher la balance du bon côté.

A tous ceux qui se posent des questions pour savoir si c'est possible faisons la démonstration de la force que représentent les étudiants.

Menons ce débat-là dans tous les amphis afin de créer les conditions d'une large prise en main par les étudiants des affaires qui les concernent.

En menant ce débat, redonnons toute leur portée aux élections universitaires et aux élections au CROUS. Car s'il y a un moment dans l'année universitaire où tous les étudiants peuvent affirmer avec force leur volonté de se mêler de leurs affaires, c'est bien lors des élections. Ils ont là l'occasion de dire haut et fort ce qu'ils veulent. Y-a-t'il un meilleur moyen pour que l'Université, sa vie, son fonctionnement, deviennent l'affaire de tous les étudiants ?

Trop de choses se jouent l'an prochain pour ne pas utiliser tous les moyens qui sont à notre disposition. Les prochaines élections doivent être l'occasion d'exprimer avec éclat la volonté des étudiants de réussir le renouveau de l'Université. Parce qu'en votant ils décideront de ce que sera leur avenir, celui des oeuvres universitaires, celui de l'enseignement supérieur ; nous voulons faire des prochaines élections un moment de première importance.

Vous le voyez, l'intervention des étudiants, leur participation à tout ce qui bouge, constituent bien la question centrale autour de laquelle se jouera la réforme.

Ce n'est pas pour nous un voeu pieux. En disant cela, nous sommes conscients qu'il nous faudra en débattre, en faire la démonstration. Cela passe également par un comportement différent de la part de beaucoup d'étudiants. Nous sommes prêts à mener cette bataille.

Nous avons organisé, le 11 novembre dernier, la première rencontre nationale des associations où nous avons, après de larges débats, élaboré nos propositions dans chaque secteur d'études. Le Bureau National propose au Congrès de décider de la tenue d'une deuxième rencontre nationale le 27 Octobre prochain ; rencontre qui rassemblerait les étudiants qui veulent décider de ce qui les concerne à l'Université.

Préparée dans les amphis, elle serait l'occasion, dès la rentrée, de donner à tous les étudiants tous les moyens pour que la réforme des premiers cycles réussisse.

Décider de ce qui nous concerne, c'est possible mais cela ne s'improvise pas. parce que pour gagner il faut adopter une démarche collective ; cela ne peut se concevoir sans un large rassemblement des étudiants. Pour pouvoir décider il faut se rassembler.

Affirmer cela, peut sembler banal, nous qui en faisons l'expérience quotidienne. Mais est-ce bien une démarche naturelle pour ces bacheliers qui arrivent à l'Université habitués depuis des années à un individualisme forcené ? Est-ce une démarche naturelle pour tous ces étudiants habitués à vivre dans une Université où la vie collective n'existe pas ? Est-ce une démarche naturelle pour ces étudiants en 3^e cycle convaincus d'être enfin sortis de la mêlée après des difficultés importantes.

Déjà, proposer de s'unir pour étudier ensemble et réussir c'est battre en brèche l'idée que seul on s'en sort toujours mieux même s'il faut pour cela écraser les autres.

Pourtant, nous faisons la preuve chaque jour que le projet de se rassembler est bien la seule solution pour peser sur les choix qui nous concernent, pour décider.

S'organiser dans l'UER, voilà bien la meilleure voie qui nous permet de mieux prendre en compte tous les avis, toutes les préoccupations ; qui nous permet d'intervenir sur toutes les questions.

Rassemblés, organisés dans l'UER, les étudiants interviennent sur chaque problème.

Nous sommes dans une période où une nouvelle loi va se mettre en place. Chaque jour des décisions nouvelles devront être prises dans tous les domaines, l'intervention des étudiants sera sollicitée en permanence. Pour y faire face, c'est la question du rassemblement des étudiants qui est posée en priorité. En effet, comment répondre à tout dans l'UER si ce ne sont que quelques étudiants purs et durs de l'UER qui s'en préoccupent. Autant enfoncer des portes ouvertes.

Il ne suffit pas, même si c'est nécessaire, d'être uniquement présent aux chaînes d'inscription, aux élections universitaires. Pour permettre aux étudiants une intervention constante, c'est bien leur comportement qu'il s'agit de modifier, une nouvelle démarche qu'il faut adopter.

Unir les étudiants en partant de leurs préoccupations, participer activement pour décider de qui les concerne, c'est bien cela les fondements de notre syndicalisme.

Cette démarche est la seule profondément juste. En l'affinant de jour en jour, nous avons bouleversé les habitudes dans des centaines d'UER.

C'est cette démarche qui permet à chacun de faire face à toutes les étapes de l'année universitaire avec la garantie d'avancer.

L'application des maquettes de 1^{er} cycle par exemple nécessite une intervention déterminée des étudiants dans tous les domaines. Organiser la semaine de rentrée, gagner d'autres relations de travail avec les enseignants, organiser des visites sur le terrain, des stages, faire des propositions sur le contenu des enseignements tout cela suppose de nous adresser sans hésitation à tous les étudiants pour qu'ils interviennent d'une façon quotidienne.

Avec nos associations, nous ne développons pas une vision étriquée du syndicalisme, au contraire.

Vivant au rythme des étudiants, capables de saisir à bras le corps tout ce qui touche à notre vie et nos études, les associations d'UER constituent vraiment le lieu naturel du rassemblement des étudiants.

Cette diversité, cette richesse de notre activité sont la garantie d'une bonne prise en compte des aspirations des étudiants. C'est cela qui explique que nous soyons intransigeants sur la défense de leurs intérêts. Il n'y a rien de plus normal lorsque se sont les étudiants eux-mêmes qui décident de ce fait l'association. Ainsi, aucun problème n'est mis à l'écart, chaque étudiant est bien défendu.

En éditant régulièrement un journal d'association, nous permettons à chacun de participer vraiment à la vie de l'UER.

En faisant fonctionner le local nous permettons à chacun d'y organiser avec les autres activités qui l'intéressent ; nous faisons vivre l'UER.

Ce syndicalisme au quotidien est bien celui qui permet d'organiser notre vie d'étudiant, de gagner du temps.

Pour être pleinement efficaces, ces associations développent leurs activités dans le cadre de l'Union Nationale des Etudiants de France. C'est cela qui fait leur force.

Toute cette activité au coeur des amphis s'appuie sur l'expérience qu'ont acquis les étudiants en créant et développant un grand syndicat étudiant.

L'UNEF c'est avant tout des centaines d'associations mais c'est aussi le cadre dans lequel celles-ci peuvent travailler entre-elles ; réfléchir ; proposer ; agir ; comme nous allons le faire durant ces quatre jours.

C'est cela qui permet à l'UNEF d'être le porte-parole des étudiants, de leur permettre de faire entendre leur voix au niveau national.

Que ce soit lors des négociations avec les Ministères, des relations qu'elle établit avec les autres catégories de la population ; l'UNEF permet, à un moment où il faut plus que jamais peser sur les choix nationaux, de faire connaître les propositions des étudiants, d'agir pour qu'elles soient retenues.

C'est parce que l'Union Nationale existe et s'appuie sur l'activité des associations que nous pouvons aujourd'hui proposer aux étudiants une perspective enthousiasmante : la construction d'une autre Université. Dans toutes les Universités nous avons les moyens, à partir des revendications des étudiants de chaque UER, de dégager des perspectives donnant plus de force à nos revendications.

Cette démarche qui anime l'ensemble du syndicat nous permet d'affirmer aujourd'hui que nous sommes aujourd'hui la seule organisation à l'Université dans laquelle les étudiants décident de tout. Du T.D. jusqu'au niveau national, ce sont les étudiants qui proposent, décident, agissent. Quoi de plus normal puisque nous pensons qu'il est indispensable de gagner que les étudiants décident de ce qui les concerne. Nous, nous leur faisons pleinement confiance.

C'est ce qui nous distingue des autres organisations qui dépendent toutes d'organisations de travailleurs. C'est le cas de P.S.A. Mais c'est aussi le cas de l'UNEF ID puisqu'à l'occasion de leur Congrès, ils viennent d'annoncer la création d'un axe F.O. UNEF-ID contre l'UNEF chez les étudiants et le SNESup chez les enseignants. M. BERGERON en personne était présent à la petite fête qu'ils avaient organisée. Nous avons quant à nous trop de respect pour les étudiants pour leur demander de passer sous la coupe d'une organisation qui n'a rien à voir avec eux.

Mais ce qui nous distingue profondément de tous les autres c'est bien notre conception du syndicalisme. Comment concevoir la défense des étudiants cas pas cas, sur chaque question lorsqu'on dépend de quelqu'un d'autre ?

Cela ne s'appelle pas du syndicalisme, mais de la magouille politicienne.

Non, nous n'avons rien de commun avec ces gens-là. D'ailleurs comment avoir quelque chose de commun avec eux qui défilaient avec l'UNI et le CELF contre la réforme des Universités ?

Avec l'UNEF, les étudiants disposent d'un syndicat dans lequel ils peuvent avoir confiance. ce projet d'Université nouvelle pour lequel nous agissons, ouvre des perspectives nouvelles pour le développement de la première organisation des étudiants. Les propositions que nous allons élaborer durant ce Congrès seront autant de bases permettant un large rassemblement des étudiants.

Avec l'UNEF, les étudiants disposent d'un syndicat capable d'exprimer leurs exigences sur toutes les grandes questions qui traversent le pays et la jeunesse. La paix, la lutte contre la faim et le sous-développement, contre le racisme, la solidarité internationale font partie du patrimoine des étudiants. Ce Congrès reflète combien l'UNEF y est attachée. Je tiens d'ailleurs à annoncer que l'UNEF organise le XX^e Meeting Européen qui rassemble toutes les Unions Nationales d'Europe de l'Ouest et de l'Est.

Avec l'UNEF, les étudiants disposent d'un syndicat qui souhaite prendre en compte toutes les exigences des étudiants. La création récente du service voyages des étudiants en est une illustration. Nous souhaitons également développer largement l'accès à la culture, développer les liens entre les étudiants et l'ensemble des intellectuels.

De ce point de vue, comme vous pouvez le constater, avec la participation de Gilles PERRAULT, les expositions de peinture, les spectacle à la Criée, les auteurs qui viendront dédicacer leurs livres, ce 69^e Congrès prend une dimension nouvelle.

Enfin, avec l'UNEF, les étudiants disposent d'un syndicat dans lequel chacun compte pour un, où ce qui détermine son fonctionnement, c'est la volonté de rassembler au-delà des différences philosophiques, politiques, religieuses. ce qui nous guide, c'est la défense des intérêts de tous les étudiants. Ce qui nous rassemble ce sont nos exigences communes.

L'UNEF, c'est tout simplement le syndicat de tous les étudiants. A eux de le renforcer, de lui donner les moyens d'être plus forts, plus actifs, de mieux les défendre.

--

Chers camarades,

Ce Congrès a fait l'objet d'un nombre considérables de débats préparatoires qui ont rassemblé des centaines de milliers d'étudiants.

Notre projet de résolution, nous l'avons largement présenté aux étudiants car nous pensons à juste titre que ce Congrès est celui de tous les étudiants.

Eh bien, et c'est la dernière proposition que je ferai, le Bureau National propose que le Congrès décide de tenir dans les semaines qui viennent, des A.G. d'UER pour informer l'ensemble des étudiants du contenu de nos travaux pour faire que beaucoup plus d'entre-eux décident de prendre leurs affaires en main, et construire cette Université nouvelle.

Chers camarades,

Nous disons dans le texte de résolution que l'Université est à la croisée des chemins. Nous, nous avons choisi le nôtre. C'est celui de l'avenir !

Vive le 69^e Congrès National de l'UNEF !